

Emploi

44 000 emplois non salariés
non agricoles en Auvergne

Fin 2005, l'Auvergne compte 44 000 non-salariés non agricoles, soit 9 % des 493 000 emplois non agricoles de la région. En Auvergne entre 1989 et 2005, l'emploi non salarié non agricole et sa part dans l'emploi total non agricole ont d'abord diminué, puis ont enregistré un certain renouveau ces dernières années. À partir de 1995, cette composante de l'emploi a diminué dans le commerce de détail et les hôtels-restaurants. Elle a au contraire augmenté dans le bâtiment, la santé et les activités de conseils et assistance aux entreprises.

Franck L'HOSPITAL et Pascal ROLLAND, URSSAF
Nicolas MERLIN et Olivier RENAUD, INSEE

Un non-salarié est une personne physique exerçant, même à titre accessoire, une activité rémunérée qui n'est pas une activité salariée, c'est-à-dire sans lien de subordination fixé par contrat de travail. Un non-salarié peut exercer son activité professionnelle soit en tant que personne physique (confusion des patrimoines du professionnel avec celui de son entreprise), soit en tant que gérant majoritaire ou co-gérant (collège de gérance) par l'intermédiaire d'une personne morale (SARL, par exemple).

L'extension progressive du salariat a marqué l'évolution des économies européennes au cours du XX^e siècle. La contrepartie est la diminution graduelle de la part de l'emploi non salarié dans l'emploi total. Hors secteur agricole, cette part est inférieure à 10 % depuis 1975 au niveau national et elle avoisine, en 2005, 7 % de l'emploi total français. En Auvergne, les non-salariés représentent, à cette date, près de 9 % du total des

emplois non agricoles, contre environ 12 % en 1989. La proportion de non-salariés est ainsi, d'une part, plus élevée dans la région que dans la plupart des autres régions françaises (tant dans l'emploi agricole que dans l'emploi non agricole) et, d'autre part, en diminution. Néanmoins, depuis le début des années 2000, la traditionnelle diminution de l'emploi non salarié, engagée depuis des décennies, est en train de s'infléchir.

La moitié des non-salariés dans les services

Le secteur des services emploie la moitié des non-salariés non agricoles (21 900). Les secteurs qui emploient le plus de non-salariés sont principalement la santé et l'action sociale (7 000), les hôtels et restaurants (4 900), les activités de conseils et as-

sistance (2 800), ainsi que les services personnels et domestiques (2 400). L'autre moitié des non-salariés travaille dans les secteurs du commerce (10 500, dont 7 600 dans le commerce de détail), de la construction (7 400) ou de l'industrie (4 100).

La proportion de non-salariés par rapport à l'emploi total s'établit à 8 % dans le secteur des services ; en particulier, elle atteint 27 % dans les hôtels et restaurants. Elle est de 16 % dans le commerce, de 20 % dans la construction et de 4 % dans l'industrie. ➤

Plus des deux tiers des non-salariés sont des hommes

En 2005, en Auvergne, environ 70 % des emplois non salariés non agricoles sont occupés par des hommes, alors que la proportion d'hommes dans l'emploi total n'excède pas 55 %.

La proportion d'hommes est de 98 % dans la construction et dépasse 90 % dans le commerce de gros. Les femmes sont en revanche largement majoritaires (75 %) parmi les non-sala-

riés dans les services personnels et domestiques. De même, la proportion de femmes dépasse 40 % dans les secteurs santé, action sociale, hôtels et restaurants et commerce de détail. ➤

Les non-salariés non agricoles auvergnats au 31.12.2005

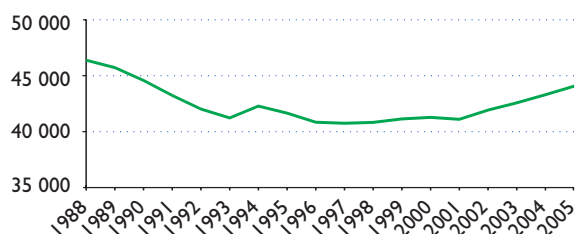
	Hommes	Femmes	Effectifs non salariés	Part des non-salariés dans l'emploi total	Part des hommes
Industrie	3 530	606	4 136	4,2 %	85 %
<i>dont industries agricoles et alimentaires</i>	1 329	194	1 523	9,3 %	87 %
<i>industries des équipements du foyer</i>	511	92	603	18,2 %	85 %
Construction	7 261	174	7 435	20,4 %	98 %
Commerce	6 879	3 658	10 537	15,7 %	65 %
<i>dont commerce et réparation automobile</i>	1 425	135	1 560	13,5 %	91 %
<i>commerce de gros, intermédiaires</i>	1 144	205	1 349	8,4 %	85 %
<i>commerce de détail, réparations</i>	4 310	3 318	7 628	19,4 %	57 %
Services	12 787	9 153	21 940	7,5 %	58 %
<i>dont transports</i>	935	196	1 131	6,5 %	83 %
<i>activités financières</i>	478	78	556	5,4 %	86 %
<i>activités immobilières</i>	531	309	840	18,9 %	63 %
<i>conseils et assistance</i>	2 205	589	2 794	16,0 %	79 %
<i>services opérationnels</i>	576	208	784	3,5 %	73 %
<i>hôtels et restaurants</i>	2 771	2 175	4 946	26,7 %	56 %
<i>activités récréatives, culturelles et sportives</i>	675	241	916	13,0 %	74 %
<i>services personnels et domestiques</i>	553	1 858	2 411	10,2 %	23 %
<i>éducation</i>	315	202	517	1,5 %	61 %
<i>santé, action sociale</i>	3 680	3 276	6 956	10,7 %	53 %
Auvergne	30 457	13 591	44 048	8,9 %	69 %

Sources : URSSAF - INSEE

Regain d'intérêt pour l'emploi non salarié

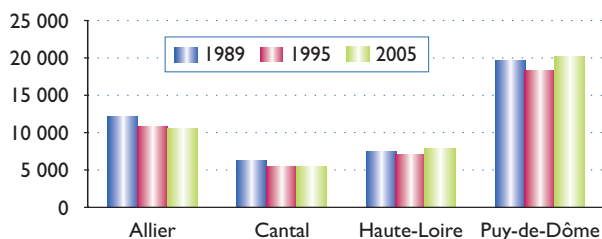
Après une très longue période de déclin, le non-salariat suscite un relatif regain d'intérêt. Le nombre de non-salariés non agricoles en Auvergne a continué à décroître jusqu'en 1993. Il est à peu près stable de 1993 à 2001 tandis qu'il remonte nettement entre 2001 et 2005. Le phénomène est visible pour chacun des quatre départements de la région et pour de nombreux secteurs. L'interprétation de cette évolution est délicate. Avec un chômage s'installant durablement dans la réalité économique, il est possible qu'un nombre accru de demandeurs d'emploi ait franchi le pas en s'installant à leur compte.

Évolution du nombre de non-salariés en Auvergne depuis 1988



Sources : URSSAF - INSEE

Répartition par département des non-salariés auvergnats



Sources : URSSAF - INSEE

Les mesures d'incitation à créer son entreprise prises par les pouvoirs publics ont sans doute accéléré cette évolution.

Entre 1989 et 2005, la résultante de ces évolutions est positive pour le département de la Haute-Loire (7 900 non-salariés fin 2005, contre 7 500 fin 1989).

Mais elle est négative pour la région dans son ensemble, ainsi que pour l'Allier et le Cantal. Elle est neutre pour le Puy-de-Dôme. ➤

Diminution dans le commerce, reprise dans le bâtiment

Dans les années quatre-vingt, en Auvergne comme ailleurs, l'emploi non salarié non agricole a fortement diminué dans le secteur du commerce.

L'urbanisation et la généralisation des grandes surfaces de distribution ont provoqué une très rapide concentration du secteur : l'emploi dans le commerce a été complètement redistribué, avec la disparition d'un grand nombre de petits magasins (et des

emplois non salariés correspondants) et la création de nombreux emplois salariés dans la grande distribution.

L'emploi total dans le secteur est resté stable, soutenu par l'augmentation du niveau de vie et de l'activité commerciale.

Après 1995, la vitesse de diminution de l'emploi non salarié du commerce a subi un net coup d'arrêt.

L'emploi non salarié dans le bâtiment a suivi une tendance contrastée.

Il a diminué entre 1989 et 1995. En revanche, il a augmenté sensiblement entre 1995 et 2005, grâce surtout à une conjoncture très favorable dans ce secteur.

La diminution de l'emploi non salarié non agricole a aussi touché l'industrie dans les années 1990-1995. Dans ce secteur, l'augmentation de la productivité entraîne une diminution rapide de l'emploi, y compris souvent dans sa composante non salariée. Parallèlement, la tendance à la concentration de l'appareil de production entraîne dans certains secteurs industriels une hausse de la taille des établissements et par conséquent une baisse du non-salariat.

Ainsi, l'emploi non salarié diminue fortement entre 1989 et 2005 dans des secteurs où l'artisanat industriel, bien présent en Auvergne, a fortement subi ces évolutions : industrie agro-alimentaire (boulangeries, charcuteries et autres métiers de bouche), industrie du bois et du papier (scieries), métallurgie et transformation des métaux.

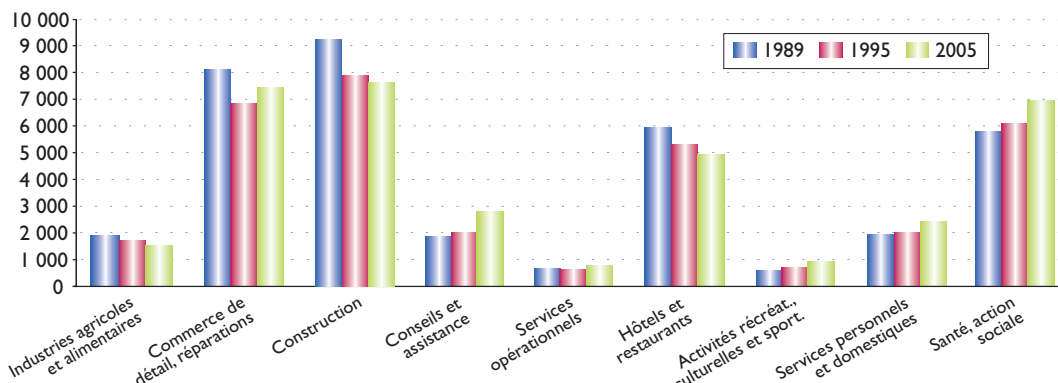
Évolution par activité du nombre de non-salariés entre 1989 et 2005

	Effectifs			Évolution		
	1989	1995	2005	2005/1989	annuelle moyenne 1995/1989	annuelle moyenne 2005/1995
Industrie	4 763	4 171	4 136	- 13,2 %	- 2,2 %	- 0,1 %
Construction	8 121	6 834	7 435	- 8,4 %	- 2,8 %	+ 0,8 %
Commerce	12 564	10 807	10 537	- 16,1 %	- 2,5 %	- 0,3 %
Services	20 073	19 676	21 940	9,3 %	- 0,3 %	+ 1,1 %
Ensemble	45 521	41 488	44 048	- 3,2 %	- 1,5 %	+ 0,6 %

Sources : URSSAF - INSEE

Toutefois, cette tendance s'est désormais estompée. L'emploi non salarié dans l'industrie s'est maintenu sur la dernière décennie (1995-2005) et a même augmenté dans l'industrie hors industrie agro-alimentaire. L'évolution dans les hôtels et restaurants résulte sans doute plus d'une rationalisation et d'une concentration que d'un recul du secteur (tendancielle et depuis de nombreuses années, les petites unités familiales sont remplacées par des sociétés et souvent par des chaînes d'envergure nationale). Sur l'ensemble de cette période 1989-2005, l'emploi non salarié est en

Évolution des effectifs non salariés dans quelques secteurs d'activité en Auvergne



Sources : URSSAF - INSEE

augmentation dans les activités de service à la personne (santé avec 1 000 emplois non salariés supplémentaires, loisirs, laveries, coiffure, soins corporels).

Les activités de services aux entreprises (conseils et assistance, services opérationnels) ont également été très dynamiques, avec des créations nettes d'emplois. ➤

Diminution dans le tourisme, augmentation dans les activités de conseils et assistance

Entre 1989 et 2005, la baisse des effectifs non salariés a été rapide dans le domaine des activités caractéristiques du tourisme⁽¹⁾. Le nombre de non-salariés s'est réduit de 1 000. Cette baisse de 18 % est plus importante que celle observée dans l'ensemble de l'emploi non salarié en Auvergne (3 %).

De façon symétrique, le nombre de salariés augmente très rapidement. Les effectifs progressent de 3 900, soit une hausse de 50 %, contre + 12 % environ pour l'emploi salarié total en Auvergne.

Dans ce secteur, l'emploi total (salarié et non salarié) s'accroît de 3 000 postes, soit une augmentation de 20 % entre 1989 et 2005. La baisse de l'emploi non salarié dans les activités caractéristiques du tourisme se vérifie dans chacun des quatre départements de la région.

À l'intérieur de ce groupe d'activités, on observe le clivage augmentation des salariés/baisse des non-salariés aussi bien dans les activités de restauration que dans celles d'hébergement. Les effectifs non salariés sont en forte

Évolution des effectifs dans le tourisme et les activités de conseil entre 1989 et 2005

	1989	1995	2005
Tourisme	13 822	15 038	16 730
Non-salariés	5 934	5 307	4 937
Salariés	7 878	9 731	11 793
Conseil	10 216	10 998	16 700
Non-salariés	1 857	2 033	2 794
Salariés	8 349	8 965	13 906

Sources : URSSAF - ASSEDIC - INSEE

croissance dans la restauration rapide. Ils passent de 100 en 1989 à 400 en 2005.

Dans les activités de conseils et assistance, l'évolution entre 1989 et 2005 est plus favorable à l'emploi non salarié. En quinze ans, il a augmenté à un rythme très rapide : + 50 %, soit 1 000 emplois de plus.

Pourtant, dans ce secteur, la croissance de l'emploi salarié est encore plus forte. Les effectifs augmentent de 5 500 salariés, soit une progression de

67 %. En particulier, le développement des activités informatiques, mais aussi celui des activités juridiques ou d'architecture et d'ingénierie stimulent la croissance de l'emploi salarié. ➤

⁽¹⁾ Parmi les activités caractéristiques du tourisme, figurent les activités suivantes : hôtellerie, campings et autres hébergements touristiques ; restauration, hormis cantines et traiteurs ; téléphériques et remontées mécaniques ; activités thermales et thalassothérapie.

Un non-salarié sur deux est artisan ou commerçant

En termes de catégorie juridique, un peu plus de la moitié des non-salariés non agricoles (52 %) sont des artisans ou commerçants, plus de 20 % sont des associés-gérants, et plus de 20 % également sont des professions libérales.

La catégorie « associé-gérant », à la différence des autres, est présente dans les quatre grands secteurs considérés : le choix de la forme sociétale est compatible avec tous ces secteurs. Cette catégorie est cependant moins

présente dans les services, où la catégorie « profession libérale » est importante.

Le choix d'un statut d'entreprise sociétale se développe ces dernières années, principalement parce que ce statut permet de dissocier le patrimoine de l'individu de celui de l'entreprise. Ce statut se retrouve donc plus fréquemment chez les jeunes entrepreneurs que chez leurs aînés (43 % parmi les 20-30 ans et 17 % parmi les 50-60 ans).

La proportion d'artisans ou d'artisans-commerçants, qui est de 31 % pour l'ensemble des non-salariés, est naturellement beaucoup plus élevée dans l'industrie agro-alimentaire (74 %) et dans les services personnels et domestiques (73 %), dans le secteur réparation et commerce automobile (50 %), dans les transports (43 %). De la même façon, la proportion de commerçants, qui est de 21 % pour l'ensemble des non-salariés, est particulièrement élevée dans la branche hôtels et restaurants (66 %) et dans le commerce de détail (54 %). La proportion de professions libérales (toujours au sens de la catégorie juridique), qui est de 22 % sur l'ensemble des non-salariés, atteint 56 % dans les activités financières et dans les activités récréatives, culturelles et sportives. Elle est proche de 80 % dans le secteur de l'éducation et atteint 95 % dans la santé, action sociale, du fait de l'importance des professions tournées vers la formation et le médical dans ces deux secteurs. ➤

Répartition des non-salariés par catégorie juridique au 31.12.2004

	Commerçant ou artisan	Profession libérale ou officier public	Associé-gérant	Autres	Ensemble	Effectifs
Industrie	67,7 %	0,4 %	30,0 %	1,9 %	100,0 %	4 136
Construction	75,3 %	0,1 %	22,9 %	1,7 %	100,0 %	7 435
Commerce	64,4 %	0,3 %	29,5 %	5,8 %	100,0 %	10 537
Services	34,7 %	45,5 %	17,4 %	2,4 %	100,0 %	21 940
Total	51,8 %	22,7 %	22,4 %	3,1 %	100,0 %	44 048
Effectifs	22 799	10 014	9 884	1 351	44 048	

Sources : URSSAF - ASSEDIC - INSEE

Davantage d'associés-gérants et de professions libérales dans les zones urbaines

La répartition des non-salariés par catégorie juridique est variable d'une zone d'emploi à l'autre.

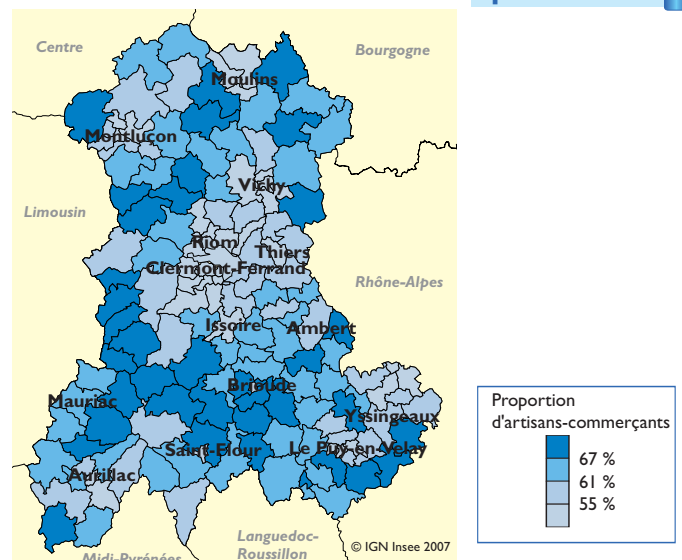
Par exemple, la proportion d'associés-gérants (22,4 % sur l'ensemble de la région) est de 27 % dans la zone d'emploi de Thiers et dans celle de Clermont-Ferrand, alors qu'elle est inférieure à 15 % dans celles de Mauriac, Gannat et Dompierre-sur-Besbre. La proportion de professions libérales (21,7 % sur l'ensemble de la région) est de 26 % dans la zone d'emploi de Clermont-Ferrand, alors qu'elle est proche de 15 % dans celles de Mauriac, Gannat, Dompierre-sur-Besbre, Yssingeaux et Ambert.

Les trois catégories artisans, commerçants et artisans-commerçants (52 % des non-salariés en moyenne sur l'ensemble de la région) sont proportionnellement peu représentées sur la zone d'emploi de Clermont-Ferrand. Elles ne regroupent que 43 % des non-salariés alors que la part totale de ces trois catégories est supérieure à 60 % dans les zones de Mauriac (68 %), Gannat (67 %), Dompierre-sur-Besbre (66 %), Ambert (63 %) et Brioude (62 %).

Par canton, les résultats sont encore plus éclairants : les cantons où la part totale de ces trois catégories est supérieure à 67 % sont des cantons très ruraux. ➤

Proportion d'artisans-commerçants

par canton



Sources : URSSAF - INSEE

Méthodologie

La source statistique utilisée ici est le fichier URSSAF des non-salariés assujettis, au 31 décembre 2005, au régime de protection sociale des travailleurs indépendants, qui exclut les indépendants agricoles.

Ce fichier a été complété par des données issues du fichier Sirene au 31 décembre 2005.

Une personne non salariée n'apparaît qu'une fois et une seule dans le fichier final.

Concernant les 10 000 associés-gérants, c'est l'activité de leur société qui a été prise en compte.

Les données URSSAF-INSEE présentées ici ont été produites conjointement par les deux organismes. Elles peuvent différer de celles produites par ailleurs par l'INSEE sous sa seule responsabilité ; c'est ainsi que l'INSEE dénombre 41 000 non-salariés en Auvergne à la fin 2005 et non 44 000.

Deux critères principaux sont utilisés pour cette analyse : l'activité principale d'établissement (APE) qui désigne le secteur de production sur lequel travaille l'établissement, et la catégorie juridique (CJ) qui désigne le cadre (statut) juridique choisi par l'entreprise pour exercer cette activité.

> Un exemple qui illustre le malentendu qui peut naître d'une confusion entre ces deux concepts : un petit commerce sera classé dans une APE du commerce (commerce de parfumerie par exemple), mais l'entrepreneur pourra être soit en CJ « commerçant » (s'il a choisi la forme juridique d'entreprise individuelle) soit en CJ « associé-gérant » (s'il a choisi une forme juridique sociétale).

L'importance de cette distinction est renforcée par le fait

que de plus en plus d'entrepreneurs choisissent de créer ou de mettre leur entreprise en « société », de moins en moins en « entreprise individuelle ».

> Autre exemple : une personne qui exerce une activité libérale au sens de la forme juridique habituelle (médecin, architecte, avocat...) pourra avoir été enregistrée sous la catégorie juridique « profession libérale » ou sous la catégorie « associé-gérant ».

Une version électronique de ce document est disponible sur :

⇒ www.clermontferrand.urssaf.fr (rubrique : réglementation-documentation-stats)

⇒ www.insee.fr/auvergne (rubrique : produits et services, publications)

où elle donne accès à plusieurs compléments : tableaux, textes, graphiques.

Directeur de la publication

> Michel GAUDEY

Directeur régional de l'INSEE

Rédaction en chef

> Sébastien TERRA

> Daniel GRAS

Composition et mise en page

> INSEE

www.insee.fr/auvergne

> Toutes les publications accessibles en ligne

Création maquette

> Free Mouse 06 87 18 23 90

Impression

> Imprimerie COLORTEAM

Crédit photo

> INSEE Auvergne



3, place Charles de Gaulle
BP 120
63403 Chamalières Cedex
Tél. : 04 73 19 78 00
Fax : 04 73 19 78 09

INFOS NOTE

« Forte croissance de l'emploi non salarié en 2004 »

Accos Stat n° 44, décembre 2006



« Les indépendants »

INSEE Première
n° 1084, juin 2006